

## CONVENTION DE PRET A USAGE

### ENTRE

**AIR LIQUIDE centre de recherche Paris-Saclay**, Société Anonyme au capital de 1 893 224 316,50 euros dont le siège est 75 quai d'Orsay 75007 Paris et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552096281 représentée par Bruno LEPRINCE RINGUET en qualité de Directeur du centre de recherche, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « **AL R&D** »

d'une part

**Air Liquide Advanced Business**, Société Anonyme au capital de 25 050 000 euros, dont le siège social est 6 rue Cognacq Jay 75321 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 487 735 292 représentée par Monsieur Xavier PONTONE en qualité de Directeur Général, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « **ALaB** »

d'autre part

**AL R&D** et **ALaB** étant désignées individuellement ou collectivement par la ou les Partie(s),

### Il est préalablement exposé ce qui suit

**ALAB** valorise les technologies et solutions innovantes d'Air Liquide dans le secteur des énergies renouvelables utilisant des gaz industriels, tels que l'énergie hydrogène, l'azote et le biogaz. **ALAB** offre à ses clients des services intégrés, de la conception à l'investissement, en passant par la mise en opération et la maintenance des équipements.

Le projet HymGrid, coordonné par **AL R&D**, consiste à expérimenter différents cas d'usage autour d'une station de compression et distribution d'hydrogène (ci-après désignée « Station ») installée sur le site de La Croix Blanche aux Loges en Josas.

Pour chaque utilisateur, propriétaire des différents véhicules électrique à hydrogène, le projet HymGrid doit notamment permettre de démontrer la pertinence de la solution technique, valider les modèles économiques et vérifier les modalités d'usage par rapport au diesel, notamment en terme de disponibilité et souplesse. Les véhicules seront testés à compter de mi 2017.

Dans le cadre de la présente convention de prêt à usage (ci-après « Convention »), les Parties sont convenues d'installer la Station sur un terrain mis à la disposition d'**ALaB** par **AL R&D**.

La Station, propriété **ALaB**, est exploitée par **ALaB** et accessible au public pour le ravitaillement de véhicules électriques à hydrogène.

### Cela exposé, il est convenu ce qui suit



## **ARTICLE 1 - OBJET**

**AL R&D** est locataire d'un terrain de 30000 m<sup>2</sup> sis devant la route de la porte des Loges aux Loges en Josas 78350 cadastré sous le numéro 13 sur lequel elle exerce son activité (*annexe 1*).

**AL R&D** met à la disposition d'**ALaB**, à titre gratuit et selon les conditions et modalités visées ci-après, une partie de ce terrain (ci après désigné le « Terrain ») en vue de la réalisation d'aménagements (ci après désigné « Aménagements »), pour l'implantation et à l'exploitation de la Station d'**ALaB**.

Le Terrain mis à disposition d'**ALaB** est délimité en rouge sur le plan joint en *annexe 2*.

**AL R&D** déclare, qu'à sa meilleure connaissance, le Terrain prêté est libre de toute occupation et qu'il n'est grevé d'aucune servitude telle que notamment canalisation, câbles électriques, ouvrages enterrés, de nature à rendre le Terrain impropre à sa destination et qu'il n'a personnellement conféré aucun droit réel ou personnel.

**AL R&D** garantit **ALaB** contre toutes conséquences liées à toutes servitudes qui pourraient affecter le Terrain, et ce notamment au regard des conséquences éventuelles qui en découleraient en terme de coûts et/ou délai sur la réalisation des Aménagements.

## **ARTICLE 2 - STATION H2**

- 2.1 Le 20/01/2017, **AL R&D** a donné son accord à **ALaB** pour mener les démarches administratives relatives à l'obtention, auprès des services compétents, de l'autorisation de la réalisation des Aménagements nécessaires à l'implantation de la Station.
- 2.2 Les Aménagements réalisés et pris en charge par **ALaB**, définies à l'*annexe 2*, comprennent notamment le génie civil, les réseaux divers, les équipements de transformation et de distribution d'électricité de la Station. **ALaB** garantit la sûreté du Terrain pendant la durée des travaux.
- 2.3 La Station intègre des équipements de stockage et de compression d'hydrogène installés sur le Terrain. L'accès à ces équipements est réservé au personnel d'**ALaB** ou de ses sous-traitants. De façon générale, **AL R&D** s'engage à respecter les instructions de sécurité fournies par **ALaB**.
- 2.4 **AL R&D** fournit les utilités (définies à l'annexe 3) aux points de raccordement conformément aux spécifications d'**ALaB** et tel que l'exigent la sûreté et la conformité de l'exploitation de la Station.
- 2.5 **ALaB** est en charge de l'approvisionnement en hydrogène de la Station.

## **ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

- 3.1 Durant la Convention, **AL R&D** s'engage à :
  - assurer à **ALaB** une jouissance paisible du Terrain,
  - assurer le gardiennage de la Station par ronde quotidienne,
  - fournir toutes les utilités définies en annexe 3,
  - notifier immédiatement **ALaB** tout incident constaté affectant la Station et met à disposition d'**ALaB** un point de contact **AL R&D**,
  - faire son affaire personnelle à ses risques, périls et frais, sans qu'**ALaB** puisse être inquiétée ou recherchée, de toute réclamation portant sur l'état d'origine du Terrain tel que défini en article 4 de la Convention. Au cas néanmoins où **ALaB** aurait à payer des sommes



quelconques du fait d'**AL R&D**, celle-ci serait tenue de les lui rembourser sans délai,

- se conformer rigoureusement, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives.

3.2 Durant la Convention, **ALaB** s'engage à :

- utiliser le Terrain en bon père de famille pour l'implantation et l'exploitation de la Station,
- payer l'électricité consommée par la Station, mesurée par un compteur individuel, à **AL R&D** au prix moyen mensuel de 80,73 €/MWh, ce prix est révisé au 1er janvier de l'année N en fonction du prix moyen constaté l'année N-1,
- acquitter les impôts et taxes liés à l'exploitation de la Station,
- en qualité d'exploitant, se conformer rigoureusement aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'engager à ne pas entreprendre sur le Terrain une activité soumise à autorisation sans avoir obtenue celle-ci.

#### **ARTICLE 4 - POLLUTION - ENVIRONNEMENT**

- 4.1 **AL R&D** déclare qu'à sa connaissance il n'y a jamais eu d'exploitation sur le Terrain prêté, soumise à autorisation ou déclaration au sens de la loi numéro 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée par la loi numéro 92-646 du 13 juillet 1992.
- 4.2 Concernant l'état de pollution du sol et du sous-sol, **AL R&D** a réalisé un diagnostic initial référence INV15016TB94GGU-V1 du 29/01/2015. Les Parties conviennent de caractériser l'état d'origine de pollution du sol (ci-après « Etat d'Origine ») du Terrain sur la base de ce diagnostic qui reste (i) en la possession d'**AL R&D** et (ii) accessible à **ALaB** sur simple demande.
- 4.3 Dans un délai maximum de 3 (trois) mois après l'expiration du prêt à usage, objet de la Convention, **ALaB** a l'obligation d'établir, à ses frais, un nouvel audit environnemental par un expert indépendant choisi d'un commun accord ou à défaut d'accord intervenu dans le mois qui suit la demande de l'une ou l'autre des Parties par le Président du Tribunal de Grande Instance de Paris, pour déterminer la pollution comparative du Terrain prêté en tenant compte de l'historique de l'exploitation par **ALaB** de la Station et en réalisant les mêmes analyses que celles mentionnées à l'article 4.2.

Si ces analyses, après expiration du prêt à usage, révélaient un état de pollution dû à l'activité d'**ALaB** et/ou de ses éventuels sous-traitants, cette dernière a l'obligation de procéder à ses frais à la dépollution du sol du Terrain, sauf si la pollution ne résulte pas de son propre fait et/ou de ses sous-traitants. Si pour démontrer que la pollution ne résulte pas de son propre fait, **ALaB** doit demander des expertises complémentaires, les frais correspondants seraient à la charge d'**AL R&D** si les résultats de celle-ci démontraient que la pollution n'était pas causée par l'activité d'**ALaB**.

#### **ARTICLE 5 - PROPRIETE**

L'ensemble des biens et équipements composant la Station est la propriété d'**ALaB**. Aucun droit de propriété n'est acquis par **AL R&D** sur ces biens et équipements situés sur le Terrain.

Les déchets générés par **ALaB** sur le Terrain demeurent la propriété d'**ALaB** qui doit en faire son affaire personnelle, conformément aux réglementations en vigueur.

Le Terrain est mis à la disposition d'**ALaB** par **AL R&D**.

Au terme de la Convention et ce quelle qu'en soit la raison, **ALaB** retire du Terrain, à ses frais, l'ensemble des équipements qui sont sa propriété dans un délai maximum de 60 jours à compter de la mise hors service opérationnel de la Station. De plus, **ALaB** prend à sa charge la remise en état du Terrain dans l'état dans lequel **ALaB** l'a obtenu, soit avant la réalisation des Aménagements.

#### **ARTICLE 6 - DUREE**

La Convention lie les Parties à compter de sa signature. La Convention prend effet à la livraison effective du Terrain par **AL R&D** à **ALaB** prévue le 1/3/2017. La livraison du Terrain fait l'objet de la signature d'un procès-verbal.

La Convention est conclue à compter de la date de signature par les Parties et est effective jusqu'au 31/03/2026.

Toutefois, dans le cas où un audit environnemental comme spécifié à l'article 4 révélerait une pollution du fait de l'activité d'**ALaB**, la Convention expirera au terme des opérations de dépollution.

#### **ARTICLE 7 – RESPONSABILITE**

Aucune des Parties ne pourra voir sa responsabilité engagée envers l'autre Partie pour tous dommages immatériels, directs ou indirects, subis par celle-ci et causés par l'autre Partie dans le cadre de la Convention, y compris pertes d'exploitation, d'utilisation ou de revenus.

La responsabilité de chacune des Parties est limitée aux dommages aux biens directement causés par un manquement à ses obligations décrites ci-dessus, dans la limite d'un montant maximum d'un million euros (1 000 000 €) par manquement et pour l'ensemble des manquements survenus au cours d'une même année, sauf en cas de faute dolosive ou de faute lourde.

Chacune des Parties renonce à recours à cet égard contre l'autre Partie, ses employés, agents, représentants et assureurs et obtiendra de ses assureurs une renonciation à recours équivalente.

La présente clause est également applicable en cas de résiliation de la Convention.

De convention expresse, aucune action en responsabilité ou en garantie, quelle qu'en soit la nature, le fondement ou les modalités, et quelle que soit la date d'apparition du fait générateur ou du vice, née de la Convention, ne peut être intentée par les Parties plus de deux ans à compter du fait générateur ou du vice considéré.

#### **ARTICLE 8 – ASSURANCE**

**ALaB** déclare être titulaire d'un contrat d'assurance souscrit auprès d'une compagnie notoirement solvable, la garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber dans l'exécution de ses obligations au titre de la Convention et qui seraient la suite des dommages corporels ou matériels directs qu'**ALaB** pourrait causer.

**AL R&D** s'engage, en ce qui concerne son personnel et tout ce qui est situé dans ses locaux ou sous sa garde dont fait partie le matériel d'**ALaB**, à s'être assuré en responsabilité civile.

Les Parties font chacune leur affaire des assurances garantissant leurs biens respectifs. Les dommages de toute nature causés au personnel d'**AL R&D** ou d'**ALaB** du fait du matériel restent à la charge de leur



employeur. Ces dispositions ne portent pas atteinte aux droits ou actions dont pourraient légalement se prévaloir les victimes des accidents ou leurs ayants droit ou la Sécurité Sociale.

#### **ARTICLE 9 - EVENEMENTS INDEPENDANTS DE LA VOLONTE DES PARTIES**

Chaque Partie serait dégagée de toute responsabilité dans le cas de survenance d'événements indépendants de sa volonté, tels que notamment, fait de tiers, lock-out, grève, bris de machines, explosion, inondation, incendie, tremblement de terre, interruption du réseau de télécommunications, coupure d'électricité, difficultés de transport ou d'approvisionnement essentiel, dispositions légales, qui l'empêcherait d'accomplir tout ou partie de ses obligations contractuelles.

#### **ARTICLE 10 – NOTIFICATION**

Toutes les notifications entre les Parties sont effectuées par lettre recommandée avec accusé de réception et, sauf convention expresse du contraire, sont envoyées aux adresses des sièges sociaux des Parties.

La notification sera réputée effectuée à la date d'envoi de ladite lettre.

#### **ARTICLE 11 – DROIT APPLICABLE ET ARBITRAGE**

La Convention est régie par la loi française.

Tout différend pouvant survenir du fait de la Convention ou de son exécution qui ne pourrait être réglé à l'amiable, le sera par arbitrage, chaque Partie nommant un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés en désignant un troisième. Si l'une des parties n'avait pas nommé son arbitre dans les trente (30) jours suivant la date de notification, par lettre recommandée avec accusé de réception par l'autre partie de la nomination de son arbitre, ou si les deux arbitres n'avaient pu se mettre d'accord sur la désignation du troisième arbitre dans les trente (30) jours de la désignation du second, le Président du Tribunal de Grande Instance de Paris aurait le pouvoir, à la demande de l'une quelconque des Parties, de procéder aux nominations qui n'auraient pas été faites comme envisagé ci-dessus.

Les arbitres statueront en droit et en dernier ressort dans un délai de deux (2) mois à compter de la désignation du troisième arbitre, ce délai pouvant être prolongé d'une durée de un (1) mois à la requête d'une des Parties. Leur décision sera exécutoire nonobstant opposition.

#### **ARTICLE 12 – LANGUE**

Le langage privilégié par les deux Parties est le français. Toutefois, la Convention peut être traduit par l'une des Parties pour sa convenance.

La Convention, ainsi que ses annexes, constituent l'intégralité de l'accord intervenu entre les Parties et prévaut sur l'ensemble des documents qui auraient pu être établis et échangés préalablement entre les Parties.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris, le 10 février 2017



**AL R&D**


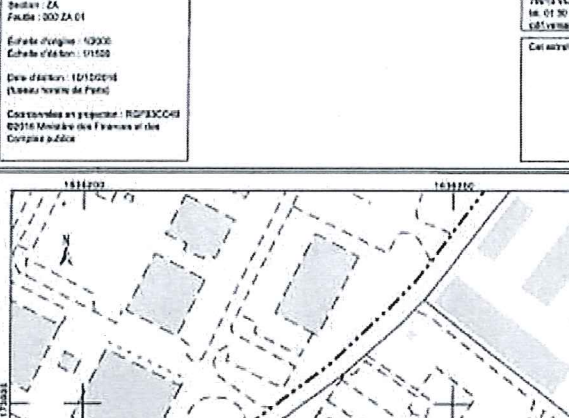
Bruno LEPRINCE RINGUET

**ALaB**

Xavier PONTONE

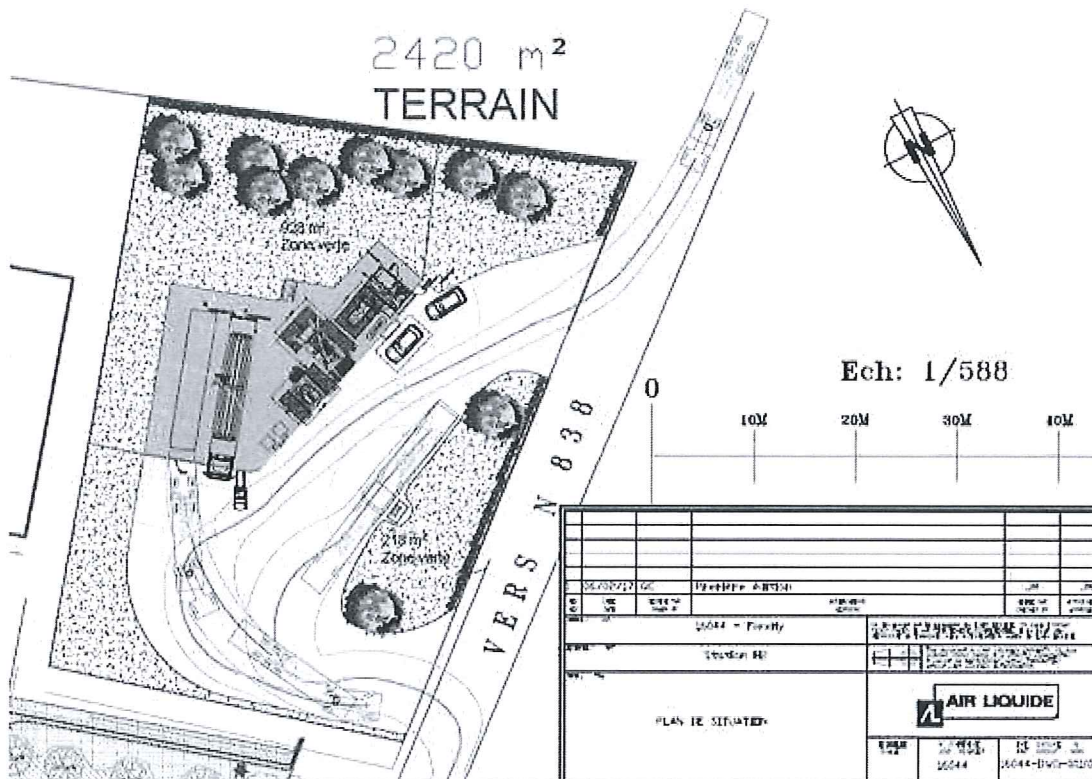
## Annexe 1 : plan cadastral AL R&amp;D

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES		DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES	
<p>Département : YVELINES</p> <p>Commune : LODES-CH-CHASSAIS (L.E.S.)</p>	<p><b>EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL</b></p>	<p>Département : YVELINES</p> <p>Commune : LODES-CH-CHASSAIS (L.E.S.)</p>	<p><b>EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL</b></p>
<p>Section : ZA Feuille : 000 ZA 01</p> <p>Echelle d'origine : 1/5000 Echelle d'édition : 1/5000</p> <p>Date d'édition : 10/10/2016 (Règlement de Paris)</p> <p>Coordonnées en projection : RGF93CG43 ©2016 Ministère des Finances et des Comptes publics</p>	<p>Le plan visuelisé a été extrait en gère par le centre des impôts fonciers de VERSAILLLES - Assiette et détermination de document avant du lotir du vendredi 09/05/2016 - 13h35/15h sauf le mercredi de 08h35/15h 19016 70015 VERSAILLES lot 01 20 07 44 02 lot 01 30 07 45 76 lot 01 30 07 44 02 lot 01 30 07 45 76 lot 01 30 07 44 02 lot 01 30 07 45 76 lot 01 30 07 44 02 lot 01 30 07 45 76</p> <p>Cet extrait de plan vous est délivré par :</p> <p style="text-align: center;">cadastre.gouv.fr</p>	<p>Section : ZA Feuille : 000 ZA 01</p> <p>Echelle d'origine : 1/5000 Echelle d'édition : 1/5000</p> <p>Date d'édition : 10/10/2016 (Règlement de Paris)</p> <p>Coordonnées en projection : RGF93CG43 ©2016 Ministère des Finances et des Comptes publics</p>	<p>Le plan visuelisé a été extrait en gère par le centre des impôts fonciers de VERSAILLLES - Assiette et détermination de document avant du lotir du vendredi 09/05/2016 - 13h35/15h sauf le mercredi de 08h35/15h 19016 70015 VERSAILLES lot 01 20 07 44 02 lot 01 30 07 45 76 lot 01 30 07 44 02 lot 01 30 07 45 76 lot 01 30 07 44 02 lot 01 30 07 45 76 lot 01 30 07 44 02 lot 01 30 07 45 76</p> <p>Cet extrait de plan vous est délivré par :</p> <p style="text-align: center;">cadastre.gouv.fr</p>



## AL R&amp;D/ALAB - février 2017



N RP



### Annexe 3 : utilités fournies par AL R&D à ALAB

#### Electricité

Ajout d'un départ dans local électrique situé à proximité de l'emplacement des trailers H2.

- Alimentation 400VAC triphasé + neutre
- Puissance : 180 kW

Un compteur électrique sera installé par **ALAB** sur ce départ afin de mesurer la consommation réelle de la station H2 et de payer à **AL R&D** l'électricité consommée.

#### Eau

Piquage sur réseau d'eau existant du site pour mise en oeuvre d'un RIA (Robinet Incendie Armé)  
Diamètre mini : 40 mm

Pendant la phase des travaux, **AL R&D** fournit à **ALAB** l'eau et de l'électricité pour la base de vie installée par **ALAB**.

